

VOX REDACTORIS

DOI 10.15826/qr.2018.1.277

AVANT-PROPOS

En France, le tricentenaire du voyage de Pierre le Grand fut célébré avec faste. L'exposition organisée au Grand Trianon (Versailles) attira près de 300 000 visiteurs, plusieurs colloques firent salle pleine dont celui organisé en juin 2017 par la Sorbonne, l'Institut historique allemand (Paris) et le Centre des Archives diplomatiques (Paris, La Courneuve). Cette rencontre avait pour objectif de retracer, par le biais de ce long périple, l'histoire des relations internationales aux lendemains de la paix d'Utrecht, d'évoquer la difficulté de la Russie à trouver sa place parmi les puissances européennes malgré ses succès militaires, sans oublier d'analyser l'impact économique et culturel de ce parcours de près de deux ans. Il associait ainsi des contributions consacrées à des sujets très spécialisés, basées sur des recherches dans les archives, et des aperçus plus généraux sur cette époque charnière ou d'« ouverture » de l'histoire de l'Europe¹.

Le présent volume s'ouvre avec un essai du grand historien français, dernier représentant de cette génération qui marqua tant l'École des Annales, *Emmanuel Le Roy Ladurie*. La dureté du gouvernement de Louis XIV, les investissements exagérés en bâtiments et palais de toutes sortes, les guerres interminables, la lourde fiscalité, rendaient la succession du Roi Soleil délicate. Il fallait réformer le régime pour le conserver. Plusieurs tendances se dessinaient à la cour comme à la ville : une plus forte participation de l'aristocratie aux affaires gouvernementales, la relance de l'économie par l'inflation et le rapprochement de la France des puissances maritimes, libérales et protestantes. Au moment où Pierre séjournait en Occident, ce fut ce dernier parti qui dominait l'esprit du Régent, neveu du défunt souverain. Depuis plusieurs mois, et contre toute attente, Philippe d'Orléans s'était rapproché du roi d'Angleterre, George I^{er}, et ils conclurent une triple alliance, en y associant les Provinces-Unies (janvier 1717). Fort du soutien de la France, George refusa désormais de recevoir les représentants russes et de négocier une éventuelle alliance avec eux. Le roi durcit le ton : il fallait mettre un terme à la présence « moscovite » dans l'Empire germanique, en l'occurrence le Mecklembourg. Le stationnement prolongé des troupes ne répondait pas aux conventions signées entre les alliés et perturbait les affaires de l'Europe. Le Hanovrien ne mâcha pas ses mots : les Russes n'avaient pas à s'intéresser au continent ! Par sa volte-face en faveur de la

¹ Plusieurs contributions furent déjà publiées dans un précédent volume de *Quaestio Rossica* (vol. 5, no 2, 2017) ; Il s'agit des articles de Lorenz Erren, Armelle Le Goff en coopération avec Olga Okouneva, Anne Mézin, Alexey Morokhine, Steven Peter Müller, Dimitri Rédine et Dimitri Serov.

France, il renversait le système d'alliances issu des négociations d'Utrecht. Une fois de plus, Pierre s'était marginalisé parce qu'il ne maîtrisait pas tous les méandres de la diplomatie. Un nouvel ordre géopolitique était né, dans lequel la Russie ne semblait pas avoir sa place. Le tsar, sous-estimant ce bouleversement, imagina alors trouver un dernier recours pour officialiser ses conquêtes et rétablir la paix : la France.

La Régence représentait une période d'ouverture positive : le régime apprenait désormais à vivre avec ses contradicteurs (dissidents, protestants, aristocrates, parlementaires...), à les supporter, à les contrôler en évitant de les persécuter ou de les intimider comme ce fut le cas sous Louis XIV. Il s'agissait désormais moins de transformer le régime que de l'adapter, de l'aménager, de l'équilibrer, en tenant compte du désir qu'avaient les élites de maintenir au mieux leurs privilèges. Les contestataires ne proposaient pas de nouveaux projets politiques, sociaux ou constitutionnels ; ils désiraient établir à leur usage propre un espace de liberté ou de non-conformisme, notamment religieux janséniste ou protestant voire athée, mouvements que Pierre découvrit non sans stupéfaction. Cela ne changeait pas le quotidien de l'immense majorité silencieuse dont la pauvreté avait frappé le tsar dès son arrivée en France. Selon Emmanuel Le Roy Ladurie, la Régence nous amène à définir la notion de transition conservatrice, ou de phase d'adaptation contrôlée. Cette France en pleine mutation déconcerta Pierre ; il ne cessa d'interroger des personnes de toutes conditions, de scruter les réalités de ce pays qui lui laissa une forte impression d'ambiguïté, entraînant de sa part un comportement non moins équivoque.

Lorsque Pierre quitta Saint-Pétersbourg pour ce long voyage en Europe, il était très isolé sur la scène internationale ; la présence de troupes russes en Allemagne du Nord suscitait le malaise à Vienne, Londres et Paris, garante de l'intégrité des territoires de l'Empire depuis le traité de Westphalie de 1648. Depuis plusieurs mois, le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, et Pierre négociaient la répartition des possessions territoriales des Suédois en Poméranie. Stettin devait revenir à la Prusse, s'ils parvenaient à chasser Charles XII du continent. Les deux souverains se rencontrèrent à Havelberg, le 24 novembre 1716 pour préparer une déclaration commune sur leurs aspirations territoriales. Or, pour ce faire, il fallait l'approbation des autres puissances continentales, du moins de la France. L'idée naquit de prolonger le voyage jusqu'à Paris, ceci avec un triple objectif ; faire reconnaître les conquêtes russes sur le pourtour de la mer Baltique, engager la France comme médiatrice dans le conflit entre la Suède et la Russie et parvenir à signer une alliance, fût-elle commerciale. Pierre était aussi impatient de voir ce pays lointain, à peine sorti du régime louis-quatorzien, dont les splendeurs culturelles étaient déjà entrées dans la légende. Se rendait-il compte des profonds changements qu'avait subi cette France absolutiste ?

Pierre arriva à Paris le 7 mai 1717 dans la soirée. Hyperactif, désireux de tout voir, il ne s'accordait pas beaucoup de temps pour s'occuper des négociations diplomatiques. Le Régent ayant désigné le maréchal de Tessé comme interlocuteur, le tsar laissa les discussions à Kourakine et à Chafirov. Or la

France n'entendait pas reconnaître les annexions de Pierre dans la Baltique. Les ministres russes devinrent menaçants. Le tsar continuerait la guerre contre la Suède, il était prêt à se battre pendant vingt ans ! Tessé, Chafirov et Kourakine s'entendirent néanmoins sur un point ; une convention entre Versailles et Pétersbourg n'avait pas grand sens sans la participation de Berlin. Le Français ne mâchait pas ses mots : « Nous n'entrons en société avec le tsar que par rapport au roi de Prusse puisque sans la Prusse le tsar nous est entièrement inutile². » Les négociations s'enlisèrent, car les intérêts des différents partis divergeaient. Les Russes revenaient sur la garantie des conquêtes de Pierre et évoquaient un traité de commerce donnant à la France le statut de « nation la plus privilégiée », titre réservé depuis des décennies à la Grande Bretagne. La proposition d'établir des relations économiques semait le malaise. Versailles ne voulait pas compromettre ses liens avec la Hollande et l'Angleterre, qui étaient aussi les principaux partenaires de la Russie pour le commerce. Après d'interminables négociations, la signature du traité, par les représentants du tsar, du Régent et de Frédéric-Guillaume, eut lieu à Amsterdam, le 2 septembre 1717, alors que Pierre visitait la région. Cette convention à caractère économique était un chef-d'œuvre de la rhétorique diplomatique puisque chaque partie était persuadée d'avoir atteint ses objectifs. Toutes les questions délicates avaient été écartées. Les partenaires se devaient une parfaite solidarité pour garantir la sécurité et la paix établies par le traité d'Utrecht et pour ratifier une convention, à venir, sur la pacification du Nord. Un traité de navigation et de commerce était prévu, des commissaires devant se rencontrer dans les huit mois. Les trois signataires reconnurent la France comme médiateur dans le Nord et Philippe d'Orléans s'engageait à respecter l'impartialité requise.

La France avait opté pour une alliance avec l'Angleterre et avait habilement manœuvré pour ne pas s'engager envers la Russie. Saint-Simon qualifia le « fol mépris » du Régent envers Pierre « d'irréparable ruine³ ». Grâce aux écrasantes victoires de Pierre dans le Nord, la Russie commençait à s'imposer dans les affaires de l'Europe. En lui préférant l'Angleterre voire la Prusse, le Régent et Dubois montraient leur méfiance envers le grand pays slave, mais, en signant un traité certes insignifiant, ils cherchèrent à le garder dans leur sphère d'intérêt.

Pierre avait-il compris toutes ces ambiguïtés, sentait-il que sa position était en train de changer ? Lors de la soirée d'adieu, il aurait dansé jusqu'à minuit, fort satisfait de son voyage. Il n'avait certes pas recueilli les alliances souhaitées, mais les tergiversations des têtes couronnées allaient lui permettre, dès le mois d'août 1717, à commencer les négociations de paix avec la Suède, sans médiateur dans un premier temps.

Pierre avait d'autres raisons pour être satisfait de son séjour en Occident. Pendant son trajet, il avait rencontré Leibniz qui avait encouragé son idée

² Mémoires et lettres du maréchal de Tessé : 2 vols. / éd. Ph.-H. de Grimoard. Paris : Treuttel et Würtz, 1806. Vol. 2. P. 330 sq.

³ *Saint-Simon A. de*. Mémoires : 43 vols. / éd. A. de Boislisle. Paris : Hachette, 1920. Vol. 31. P. 390.

d'instaurer un nouveau système d'enseignement et de créer une Académie à Saint-Petersbourg. La réception solennelle du tsar à l'Académie française conforta celui-ci en son dessein. Guillaume Delisle lui insuffla l'idée de donner à l'astronomie et à la géographie le statut de disciplines scientifiques en Russie et de multiplier les expéditions dans les régions les plus lointaines de son empire afin de procéder à une cartographie systématique du pays (*K. Küntzel-Witt*). Le frère cadet de Guillaume, Joseph-Nicolas Delisle, fut un des premiers Français à accepter l'invitation officielle du tsar à venir travailler en Russie et à développer les sciences en son pays.

Le tsar pouvait aussi se targuer d'avoir recruté plusieurs dizaines de spécialistes, en particulier des artisans d'art (*D. Gouzévitch, V. Rjéoutski*). Or la France ne laissa pas partir les meilleurs d'entre eux. Malgré les conditions de travail optimales en Russie, et sur le plan de la tolérance religieuse et des conditions juridiques, nombre d'entre eux exigèrent de retourner dans leur pays ou furent, *manu militari*, expulsés pour cause de dilettantisme.

Ce ne fut pas le cas d'Alexandre Le Blond (*O. Rebrova*). Pierre rencontra cet architecte fin juin 1616 à Bad Pyrmont et l'engagea pour trois ans. Il sut réaliser l'« hôtel type », demeure réservée à l'aristocratie, qui devint un des modèles de l'école architecturale russe et la base de certains projets urbains, notamment sur l'île Vassilievski.

P. P. Chafirov seconda Pierre dans les négociations diplomatiques ; même s'il émettait des réserves par rapport au rapprochement avec Versailles, il fut le maître d'œuvre du traité associant la France, la Russie et la Prusse. Chafirov avait d'autres tâches, entre autres celle de recruter des spécialistes et d'acheter des objets d'art pour les collections du tsar (*T. Basarova*). Il disposait de 40 000 livres par des lettres de change et de l'argent en espèces pour réaliser les rêves de son maître. 30 000 pièces de monnaie supplémentaires étaient destinées à embaucher des marins en Hollande. Le vice-chancelier, accusé d'avoir gaspillé cet argent rencontra de sérieux problèmes juridiques par la suite.

La deuxième série d'articles issus du colloque de juin 2017 se clôt sur un document exceptionnel : le récit de voyage de deux clercs d'Arkhangelsk vers la Poméranie où stationnaient les troupes russes (*A. Lavrov*). Il s'agit d'une relation de voyage destinée à un usage privé. Le récit du parcours entre Moscou et Pétersbourg et une première description de la capitale par des Russes rendent ce texte unique, même si les deux clercs portaient surtout leur attention sur les éléments religieux, attitude significative de leur origine sociale et professionnelle.

Cette série d'articles illustre, avec des textes inédits à la base, les tractations réalisées en marge du deuxième grand voyage de Pierre en Occident. Un troisième numéro de *Quaestio Rossica*, basé, en partie, sur les contributions du colloque commémoratif du deuxième grand voyage de Pierre en Europe sera consacré aux relations internationales à cette époque.

Francine-Dominique Liechtenhan
(Centre Roland Mousnier, CNRS Sorbonne Universités)